

Spécial

**PROFESSION JOURNALISTE**



## *Journalistes CFDT : l'heure des choix*

**13 - 14 mai**

**AG de l'Union syndicale des journalistes CFDT**

**19 mai**

**Verdict des élections à la Commission de la carte**

**25 - 29 mai**

**Congrès de la F3C CFDT**

# Face aux bouleversements de la presse...

Pour savoir dans quelles directions nous allons nous mobiliser et agir, il faut évidemment considérer le contexte dans lequel nous exerçons notre métier. Nous vivons un bouleversement radical, lié non seulement à des mutations technologiques majeures (Internet, téléphone mobile, facilité des logiciels de mise en page, de traitement de texte, de son et d'image), mais aussi à un contexte socio-économique et politique aux contours très mouvants dans le cadre d'une crise du capitalisme qui se restructure.



Voici quelques pistes de réflexion pour décider d'une orientation pour les quatre années à venir. En premier lieu, nous constatons des mutations technologiques bien avancées. Global média et mise en avant des marques sont la partie émergée d'un iceberg médiatique qui se transforme :

- Internet (mise à disposition d'une énorme quantité d'informations<sup>1</sup>, livrées en ordre ou en vrac ; possibilité de diffuser de l'information sans limite de lieu, de temps, de nombre, de règles... immédiateté (dans les deux sens, du temps aboli et de l'absence de médiation) ; possibilité de quantifier l'audience d'un sujet, d'un article)
- Téléphone mobile et possibilité de communiquer n'importe où et n'importe quand (tant pour délivrer des infos que pour en recevoir)
- Accessibilité des logiciels de traitement de l'information, permettant à la fois aux journalistes de se frotter à plusieurs techniques de média, et au plus grand nombre d'accéder aux techniques des métiers de la presse. Risque de voir certaines compétences ainsi dévalorisées.

Et bien sûr, ces trois éléments sont liés étroitement !

## Des mutations politiques et socio-économiques

- Émergence des journaux gratuits
- Mondialisation de l'information
- Crise de confiance dans le journalisme, désaffection de la lecture
- Prise de pouvoir des financiers à la tête des entreprises de presse en lieu et place des journalistes "patrons de presse"
- Regroupements et concentrations financiers qui fragilisent les entreprises de presse, socialement et déontologiquement (voire, économiquement)
- Précarisation des salariés



Le 29 janvier comme le 19 mars, les salariés de la presse étaient dans la rue

- Faible taux de syndicalisation, individualisation qui ôte cohésion et capacité de résistance aux rédactions
- Consumérisation qui induit une pensée unique sur la nécessité de vendre, une confusion entre information et communication
- Pression politique d'un gouvernement qui paraît décidé à faire entendre sa voix, et seulement sa voix.

Tout cela assorti des faiblesses récurrentes comme la difficulté de la distribution, l'accélération du temps pour chacun, le manque de curiosité et de sens critique du public, la paresse intellectuelle et l'abdication des journalistes devant des conditions d'exercer leur métier trop dures (stress, amplitude) ou trop inconfortables (pressions en tous genres, de l'encadrement, des politiques, des marchands)...

## Des dangers multiples en résultent

- Confusion entre l'information vérifiée et fiable et les autres
- Négation des compétences et des savoir-faire par le public (chaque citoyen pourrait être journaliste... cela suppose une honnêteté intellectuelle, une rigueur et du travail de recherche et de mise en forme pour chacun)
- Manque de médiation, de mise en perspective, de réflexion
- Complexe de la presse écrite, qui veut

faire court "parce que les gens n'ont plus le temps" et que les pages coûtent cher, et aussi réactif qu'Internet. C'est scier la branche sur laquelle elle est assise : celui qui lit veut comprendre et savoir davantage, et envisage de prendre le temps pour comprendre (évidence)

- Dissolution de ces compétences dans la polyvalence à outrance
- Confusion dans le public mais aussi chez les journalistes entre l'information et la communication
- Duplication des mêmes informations
- Multitude de supports qui menace les droits d'auteur et la propriété intellectuelle (et donc la responsabilité du journaliste)
- Mépris des managers pour ce qu'ils considèrent de plus en plus comme un produit
- Course à la productivité
- Baisse de diffusion qui entraîne des fermetures ou des concentrations, et des pertes d'emploi (ce qui accroît la précarisation, et la docilité qui doit parfois aller avec).

## Nous avons des atouts...

- C'est le moment d'inventer !
- Internet, la facilité d'accès des différents médias introduisent une grande souplesse, une grande liberté. Avec une éducation du sens critique du public, une formation continue des journalistes, une revendication de notre rôle essentiel dans la démocratie et

une déontologie sans faille, il y a de quoi faire des miracles

- Des sites, des journaux inventent et font de l'audience (Médiapart, Rue 89, la revue XXI...)
- Le désamour du public peut remettre les professionnels sur la voie d'une rigueur plus grande
- Une situation de crise telle qu'elle nous oblige à tout revoir, et à tout envisager.

### ... et aussi des responsabilités

L'Union syndicale des journalistes CFDT doit continuer à se battre pour l'exercice du métier, et pour les journalistes eux-mêmes : conditions de travail quotidiennes qui empirent, salaires bloqués, emplois et réduction du temps de travail menacés. Nous devons aussi gagner de nouveaux droits en nous appuyant sur ceux qui constituent la garantie de notre profession.

Ainsi, le droit d'auteur, la reconnaissance juridique de l'équipe rédactionnelle, les clauses de cession et de conscience, l'application des droits des journalistes pigistes doivent être une priorité des années à venir.

C'est de tout cela dont nous aurons à débattre les 13 et 14 mai. C'est de notre avenir commun dont il sera question. Nous vous attendons.

Isabelle Bordes

1. Nous employons ici le mot information au sens le plus large, sans valeur journalistique, elle peut être aussi bien une info vraie qu'une rumeur.

## AG, mode d'emploi

Du **13 mai** à 10 heures précises  
au **14 mai** à 18 heures

à la Caisse de retraite Audiens  
74 avenue Jean Bleuzen à Vanves  
(métro Ligne 13, station Plateau de Vanves)

Tous les journalistes, adhérents à jour de cotisation peuvent participer (isolés ou membres d'une section syndicale).

L'Union syndicale des journalistes CFDT rembourse les frais de déplacement SNCF (2<sup>e</sup> classe avec ticket congrès 20 % à demander à l'USJ). L'USJ assure l'hébergement (nuits du 12 et du 13 mai).

### Déroutement

L'AG est un tout.

**13 mai** : Débat sur le bilan

2005-2009; Table ronde avec Christian-Marie Monnot, Bernard Maris, Jean-Marie Charon, Jérôme Bouvier... Soirée conviviale.

**14 mai** : Point sur les retraites, suivi d'ateliers sur la profession; puis débat sur les orientations d'action pour 2009-2012.

Renseignements : 01 44 61 76 72



© JFC

## Presse télévisuelle

### Des perspectives à discuter

Aujourd'hui, comme pour la presse écrite, les techniques numériques sont omniprésentes dans les outils de fabrication des reportages TV. Aussi les journalistes CFDT sont conscients de l'évolution des métiers du journalisme audiovisuel que cela peut entraîner. Mais pas au prix de la dégradation des conditions de travail et de sa qualité.

L'USJ-CFDT ne s'oppose pas à une polycompétence des journalistes. Les fonctions de rédacteur, de JRI et même de monteur peuvent être pratiquées alternativement selon les besoins éditoriaux par un même journaliste ayant au préalable suivi un cursus de formation reconnue par la Commission paritaire de l'emploi et de la formation des journalistes.

Cette polycompétence doit, par ailleurs, être reconnue et rémunérée sous forme de point d'indice en plus de la fonction de base choisie à la signature du contrat de travail avec l'entreprise.

### Le journaliste n'est cependant pas un homme-orchestre

Les reportages doivent être réalisés par une équipe d'au moins deux journalistes : gage du respect des règles de déontologie, et de qualité d'information avec un minimum de deux regards sur un même sujet.

L'USJ entend faire respecter ces conditions, et accompagner les reconversions des métiers techniques vers les métiers du journalisme.



© JFC

Face à une telle évolution technologique, l'USJ-CFDT encourage les personnels techniques volontaires à une reconversion vers les métiers du journalisme. Une formation minimum pour acquérir les fondamentaux du journalisme et un tutorat durant les périodes de stage en entreprise. L'USJ entend faire respecter l'ancienneté du salarié malgré son changement de convention collective.

Alain Sabatier



© DR

## De Moscou aux Antilles

L'USJ-CFDT fait partie des organisations à l'origine de la création de la Fédération internationale des journalistes. Nous y assurons une présence, tout comme au sein de la Fédération européenne des journalistes. Cela passe par le relais réciproque d'informations dans le cadre de la défense des journalistes qu'il s'agisse de leurs droits, de leurs devoirs mais aussi de leur protection face aux trop nombreuses menaces physiques, économiques ou morales. La FEJ et la FIJ veillent à porter les revendications de la profession auprès

d'instances internationales comme le conseil de l'Europe, l'ONU... De nombreuses motions sont portées et défendues par le conseil de la FIJ élu pour trois ans par l'ensemble des délégations nationales.

Comme nous l'avons fait lors du Congrès de Moscou en 2007, l'USJ s'engagera dans l'action internationale, en lien avec la F3C-CFDT. C'est un des moyens de resituer notre action franco-française dans le cadre plus large du bouleversement des médias.

Christian Vincent

## Faire bouger les lignes !

Dès le 1<sup>er</sup> tour, les candidats de l'Union syndicale des journalistes doivent recueillir le maximum de voix. Et si par hasard, le quorum des votants n'est pas atteint, nous devons réitérer au 2<sup>e</sup> tour. Élus depuis 2006, Xavier Brouet et Jean-Jacques Nerdenne font le point sur leur mandat et les enjeux de la carte de presse aujourd'hui.

La Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels demeure l'instance de référence de la profession, un lieu de débat et de médiation où se côtoient journalistes et patrons de presse. La CCIJP ne se substitue en aucun cas aux syndicats dans leur rôle de défense des droits des journalistes qu'ils soient salariés ou pigistes.

L'Union Syndicale des Journalistes CFDT compte faire entendre sa voix encore plus fort au cours des trois années à venir, pour cela, un seul moyen : les urnes !



**DP:** *Quelles ont été les priorités de nos représentants CFDT à la CCIJP durant le mandat qui s'achève ?*

**XB:** Lors des débats en séance plénière, composée de représentants d'éditeurs et de syndicalistes, la prise en compte de critères professionnels et déontologiques a été défendue par la CFDT, plutôt que l'application purement mécanique de critères juridiques (employeur, fonction exercée, rémunération). Avec pour objectif de réduire les distorsions existantes : on peut ainsi regretter que des journalistes d'investigation ne puissent obtenir leur carte de presse, alors que certains dessinateurs, faisant du lettrage pour la presse jeune, ou d'autres qui écrivent pour des revues pornos l'obtiennent.

**DP:** *À quoi cela sert-il de siéger au sein d'un organisme aussi difficile à faire évoluer ?*

**JJN:** Comme toute institution, la CCIJP a les travers de ses qualités.

Elle reste avant tout un formidable observatoire de la profession, au moment où celle-ci traverse une grave crise à la fois économique mais aussi existentielle.

**DP:** *C'est-à-dire ?*

**XB:** La perte d'influence des quotidiens papier, la précarisation des journalistes, les évolutions technologiques, l'internet, la confusion des missions (polyvalence), les pressions politiques et économiques, ou encore les mouvements de concentration financiers et l'émergence de l'info low cost conditionnent l'avenir du métier. Les élus CFDT qui siègent à la CCIJP ont constamment à l'esprit de ne pas perdre de vue l'essentiel : défendre les garanties d'indépendance et de rétribution de ceux qui font de la recherche et du traitement de l'information leur métier.

**DP:** *Avec la crise on peut craindre une redoutable augmentation de la précarité...*

**JJN:** Cela sera l'une des principales préoccupations de nos élus à la CCIJP pour les trois prochaines années. Si les statistiques de la commission témoignent d'une relative stabilité

de la précarité des journalistes entre 1998 et 2008 (3,6% de sans emploi et plus de 18% de pigistes) on peut craindre le contrecoup de la crise actuelle. Autre signe inquiétant, sur les 37 307 cartes attribuées en 2008, il n'y a que six titulaires de plus par rapport à l'année précédente. Après un accroissement des effectifs de 22% en dix ans, la profession va-t-elle devoir faire face à une décrue des titulaires de la carte ? Une telle perspective constituerait un vrai tournant. Au moment où l'attractivité de notre métier n'a jamais été aussi forte chez les jeunes.

Propos recueillis par **Dominique Préhu**  
Co secrétaire générale USJ-CFDT

Entre 2006 et 2009, les évolutions enregistrées par la profession précédemment se sont accélérées : travail précaire, chômage, faiblesses des rémunérations... Les deux élus de la CFDT se sont mobilisés pour défendre les collègues dans ces situations.

■ Pour les bas salaires : la carte de presse est attribuée à partir d'un demi-Smic, soit 627 € ;

■ Pour les médias électroniques : les journalistes qui travaillent dans ces entreprises se voient désormais attribuer la carte de presse pour peu qu'ils soient employés en référence à la convention collective nationale de travail, qu'ils aient une qualification journalistique reconnue et que leur média produise une info réactualisée périodiquement ;

■ Pour les sociétés de production audiovisuelle : les élus CFDT ont soutenu les mêmes critères de reconnaissance pour l'obtention de la carte de presse.

**L'égalité de traitement entre tous les journalistes, afin qu'aucun d'entre eux ne soit désavantagé a été la ligne force des deux élus de la CFDT.**

# Avec la CFDT : Gardons les acquis Gagnons des droits nouveaux



Qu'ils soient délégué du personnel, membre du comité d'entreprise, du comité hygiène et sécurité, délégué syndical..., ce sont des militants, et c'est ainsi qu'ils se présentent pour être élus à la Commission de la carte.

Un emploi digne et rémunéré, les droits d'auteur, l'équipe rédactionnelle, le droit de retrait pour ne pas faire de pub, le respect de la grille salariale, l'égalité de traitement hommes/femmes, la qualité et le pluralisme de l'information, la possibilité de faire notre métier en toute liberté, c'est notre combat CFDT. Celui que nous avons suivi au sein de la Commission de la carte entre 2006 et 2009.

**Et c'est avec vous que nous entendons le mener entre 2009 et 2012.**

Jean-Jacques Nerdenne  
et Xavier Brouet

**Union syndicale des journalistes**  
USJ - CFDT  
47-49 avenue Simon Bolivar  
75019 Paris  
Tel : 01 56 41 53 86  
Courriel : [journalistes@f3c.cfdt.fr](mailto:journalistes@f3c.cfdt.fr)

Membre fondateur des Fédérations internationale et européenne des journalistes (FIJ-FEJ) et de Reporters sans frontières (RSF)

## La CFDT, c'est pour vous :

Pigistes ou isolés, le syndicat qui s'est battu pour obtenir une formation qui ne vous était pas accordée, la médecine du travail, votre droit de vote au sein du média à qui vous livrez votre travail. Nous avons mené cette action dans l'unité de tous les syndicats, et nos délégués ont signé avec réalisme deux accords rendant effectifs ces avancées.

Les journalistes pigistes sont des journalistes à part entière. Pourtant reconnus par la loi Cressard depuis 1974, aucun de ces droits – ni l'indemnisation des congés maladie, ni celle de la maternité – n'étaient accordés. Nous avons permis à tous d'aller de l'avant.

**La CFDT a pleinement participé aux États généraux de la presse écrite.**

Nos trois délégués ont ferrailé pour la défense du droit d'auteur intégral, la reconnaissance des équipes rédactionnelles, un haut niveau de formation dans des écoles accessibles à tous. Mais aussi pour l'intégration de la Charte européenne de Munich dans notre convention collective. Aujourd'hui, le président de la République avance des textes de loi souvent contraires aux intérêts de notre profession. La CFDT se mobilise pour le respect des journalistes, de leurs droits et de leurs acquis sociaux, et de la liberté de la presse. La presse, c'est un métier que nous aimons, l'information ne peut subir le "low cost" que certains patrons souhaitent imposer.

## La CFDT, c'est pour vous :

Sur le terrain, des collègues disponibles pour vous renseigner, vous accompagner et vous défendre.

Pour le secrétaire général de la Confédération CFTD, plus que jamais, le pluralisme de la presse, la pertinence de l'information et le rôle des journalistes sont essentiels pour la société.



© DR

## François Chérèque :

# “ La démocratie avant tout ! ”

Aujourd'hui plus encore qu'hier, une presse indépendante, démocratique et pluraliste est indispensable.

En effet, dans une économie mondialisée où de grands groupes financiers investissent et privilégient des exigences de rentabilité qui peuvent avoir de graves conséquences sociales, nous avons besoin, en tant que syndicalistes et en tant que citoyens, de journaux, de télévisions, de radios et de sites Internet d'information, qui puissent en toute indépendance vis-à-vis de ces grands groupes, donner à voir et à comprendre les situations et leurs évolutions.

Une presse indépendante, jugée crédible est un enjeu de démocratie.

C'est pourquoi, il est impératif de garantir l'indépendance des rédactions et permettre aux journalistes d'exercer correctement leur métier dans le respect de l'éthique de la profession.

C'est pour cela que la CFTD s'investit auprès des journalistes comme auprès de tous les salariés afin que tous soient reconnus et respectés !

François CHÉRÈQUE  
Secrétaire général

## Candidats à la Commission de première instance



Jean-Jacques NERDENNE  
60 Millions  
de consommateurs



Dominique PREHU  
France Dimanche  
(Hachette Filipacchi Associés)



Xavier BROUET  
Le Républicain Lorrain



Nicolas THIERY  
Agence France Presse



Nathalie GRYSZPAN  
France Bleu Pays de Savoie  
Radio France



Louis OTVAS  
RFO



Isabelle BORDES  
Ouest France



Nicolas BALLOT  
Syndicalisme hebdo CFTD



Gwenaëlle MOULINS  
Pigiste,  
La Croix (Bayard Presse)



Adrien DENTZ  
L'Alsace



Hélène GONIN  
Le Nouvel Observateur



Emile JOSSELIN  
20 minutes.fr



Laurent VRBICA  
L'Express  
(Groupe Roularta)



Michel DELBERGHE  
Le Monde



Florence ARNOLD-RICHEZ  
Parents  
(Hachette Filipacchi Associés)



Alain SABATIER  
France 3 Sud

Toutes les infos de  
la profession sur



[www.journalistes-cfdt.fr](http://www.journalistes-cfdt.fr)

N'attendez pas ! Dès aujourd'hui, votez

# Nous faisons confiance aux journalistes CFDT



**Alain Sabatier**  
journaliste bi-qualifié  
France 3 Sud, Perpignan

**Affronter le  
Global média...**

Je fais confiance à la CFDT car elle défend chaque salarié dans son évolution de carrière sans brader les statuts. Technicien à France 3, opérateur de prise de son puis monteur pendant 11 ans, le Syndicat national des médias-CFDT a soutenu ma reconversion vers le métier de journaliste en 1998. Aujourd'hui, journaliste bi-qualifié, je m'engage dans la réflexion sur l'évolution des métiers amorcée par les mutations technologiques. Le global média est là... À France Télévision, nouvelle convention collective et nouveaux métiers se négocient jusqu'en juillet 2010. J'agirai avec toutes les catégories de personnel mobilisées par la CFDT.



**Denis Ritzenthaler**  
Reporter  
à L'Alsace

**Se battre pour  
notre avenir!**

Les difficultés actuelles rencontrées par l'ensemble de la presse écrite et plus particulièrement par la PQR du Grand Est (zone EBRA), doivent amener l'ensemble des journalistes à la plus grande vigilance. La CFDT s'est montrée déterminée à exiger des réponses claires et à ne pas laisser hypothéquer l'avenir des journalistes, ni l'indépendance de leur mission. Après différentes restructurations, il apparaît à l'évidence que des éditions franc-comtoises sont menacées y compris au "Pays". Je fais confiance à la CFDT pour agir pour la pérennité des emplois et pour le respect des lecteurs et des différents acteurs de la presse écrite.



**Dominique Préhu**  
grand reporter  
à France Dimanche

**L'emploi d'abord!**

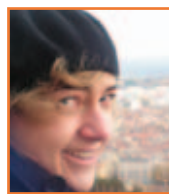
Chez Hachette, les journalistes CFDT défendent chaque jour pied à pied le maintien des acquis contre la précarisation, pour l'indépendance des rédactions et cela depuis des décennies. Avec la fusion "Lagardère Active" et l'arrivée à sa direction de Didier Quillot, son "super financier" qui applique la politique économique la plus meurtrière en matière sociale, la lutte s'est durcie. *Super financier* affiche un seul objectif: plus de bénéfices pour les actionnaires, grâce à des coupes sombres dans les effectifs et des fermetures de titres jugés non rentables. Face à des bénéfices en hausse de 14 %, grâce à 200 départs "volontaires" non remplacés, en 2009, *Super Financier* prétend "rendre variables les coûts fixes, mutualiser ou externaliser". Notre combat CFDT est clair: s'opposer à ces mesures et exiger l'intégration des journalistes et autres salariés précaires.



**Nicolas Thiery**  
reporter à l'AFP

**AFP:  
Une mission  
d'intérêt général**

Face aux menaces sur le devenir de l'Agence France Presse et de ses salariés les responsables nationaux des journalistes CFDT ont apporté leur soutien déterminé. L'État entretient des liens étroits avec les principaux décideurs de la presse française. L'indépendance de l'AFP est une condition *sine qua non* pour la production d'une information libre et de qualité. La mise en pratique de cette mission d'intérêt général, libre de toutes attaches économiques et politiques, est un gage pour les médias français de toutes natures (presse écrite, radio-télé et Internet). C'est une nécessité pour l'ensemble des journalistes qui puisent ici matière à leur propre production, dans l'hexagone comme dans les Dom Tom.

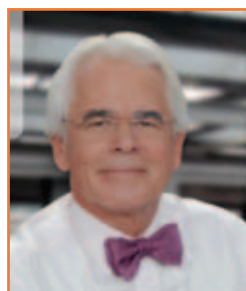


**Lucie Lourdelle**  
pigiste radio  
et presse magazine

**Merci à la CFDT  
pour les accords  
pigistes**

L'accès au CIF, au DIF, négocié par la CFDT dans "l'accord formation des pigistes" est un outil indispensable pour lutter contre la précarité du métier. Fraîchement diplômée d'école et toute jeune pigiste (deux ans à peine), je sais déjà qu'il me faudra poursuivre ma formation tout au long de ma carrière. M'adapter aux nouveaux outils (web/audio), aux nouvelles technologies, pour rester compétitive sur le marché de la pige. Je suis donc soulagée de pouvoir compter sur un droit à la formation professionnelle, au même titre qu'un salarié sous contrat.

## Candidats à la commission supérieure



Christian-Marie MONNOT  
France Télévisions



Fabienne AMIACH  
France 3



Bernard MARIS  
Charlie Hebdo, France Inter

**par correspondance ou par Internet...**

# Les candidats CFDT aux postes de correspondants régionaux

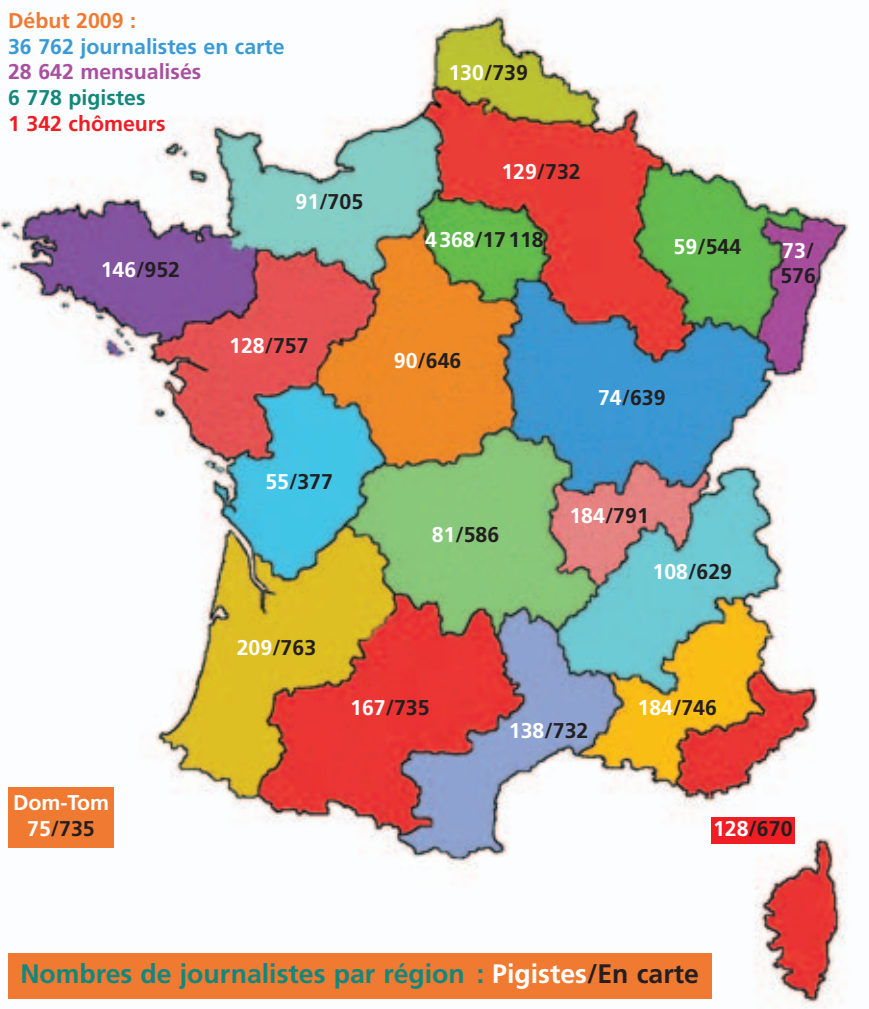
Début 2009 :

36 762 journalistes en carte

28 642 mensualisés

6 778 pigistes

1 342 chômeurs



## Alpes

01. Murielle ROTTIER *Le Dauphiné Libéré*

02. Gérard FOURGEAUD *France Bleu Isère*

## Alsace

03. Jacques FORTIER *Dernières Nouvelles d'Alsace*

04. Yvonne ROEHRIG *France 3 Alsace*

## Aquitaine

05. Michel LABUSSIÈRE *La Dordogne Libre*

06. Claire CAILLARD *Le Courrier Français*

## Auvergne-Limousin

07. Philippe DUPONT *France 3 Limousin*

Pascal CHAREYRON *La Montagne*

## Bourgogne - Franche Comté

Isabelle ROSE-DURANTON

*France Bleu Bourgogne*

08. Évelyne WEBER *Le Pays Comtois*

## Bretagne

09. Jacques DAULT *France 3 Armorique*

10. Joël LE GUILLOU *Ouest France*

## Centre

11. Olivier JOLY *Le Courrier Français*

12. Pierre BOUCHENOT *France 3 Centre*

## Champagne-Picardie

13. Joël CYPRIEN *Le Courrier Picard*

Pascal Engel *Le Courrier Picard*

## Côte d'Azur - Corse

Christine PERIS *Nice Matin*

Gérard TINELLI *Nice Matin*

## Languedoc-Roussillon

14. Thierry VALERO *France 3 Sud*

15. Philippe CAZAL *Le Paysan du Midi*

## Lorraine

16. Bernard MAILLARD *Le Républicain Lorrain*

17. Laurent JULHES *Virgin Radio*

## Midi-Pyrénées

18. Michel MEZIERES *France 3 Sud*

Francine DEPEYRE *La Nouvelle République des Pyrénées*

## Nord

18. Christian VINCENT *La Voix du Nord*

19. Bruno ESPALIEU *France 3 Nord*

## Normandie

20. Laurent LEMAIRE *Europe 2 - Virgin Radio*

21. Emilie MICHEL *Ouest France*

## Pays de Loire

22. Marylise COURAUD *Ouest France*

23. Isabelle LABARRE *Ouest France*

## Poitou-Charentes

Dominique BRIONGOS *La Charente Libre*

24. Francis TABUTEAU *France 3 Poitou-Charentes*

## Provence

25. Jean-François MUTZIG *Le Dauphiné Libéré*

26. Guilhem RICAVY *La Provence*

## Rhône

27. Elisabeth PHILLY *France 3 Rhône-Alpes*

28. Guy GINON *Terroirs Magazine (Afpasec)*

## Dom-Tom

José SOLIA *RFO Nouvelle Calédonie*

Paul-Henri SCHOL *RFO Guadeloupe*



# Une activité soutenue et une équipe résistante

Le Congrès de la F3C-CFDT fera le bilan de la fusion de la fédération Postes-Télécom et de la Ftilac. Il y sera aussi question de la place des journalistes aujourd'hui et demain, de la prise en charge des questions de la presse et du développement de la syndicalisation. Pour imaginer l'avenir, retour sur quatre années d'activité de l'Union syndicale des journalistes CFDT.



Au sortir d'une période difficile, qui a vu certains des responsables de l'USJ quitter la CFDT pour passer à la CGT, ces quatre années ne s'annonçaient pas

faciles. D'autant que dès le départ, les décisions adoptées par l'assemblée générale de Bierville 2005 (notamment la création d'un Syndicat national des médias regroupant les journalistes de différentes formes de presse, dans la foulée de l'AG 2004 de Strasbourg), se sont trouvées contredites par le congrès de la Ftilac, préluant la fusion avec la fédération postes-télécoms. D'où la démission d'Emmanuel Humbert qui avait accepté la responsabilité de secrétaire général.



Le Bureau de l'USJ élu en 2005

## Commission de la carte : un désaveu

Quatre militants ont alors accepté la charge du secrétariat général, à condition qu'elle soit assumée collectivement, et que la priorité des efforts porte sur une meilleure visibilité et lisibilité de l'Union syndicale des journalistes CFDT. D'où la participation de quatre journalistes au congrès fédérateur fondateur de Dijon et la prise en charge des élections à la Commission de la carte en mai 2006.

Après l'échec aux élections de la CCIJP (avec deux élus au lieu de quatre précédemment), la volonté de rebondir s'est traduite par un séminaire qui a réuni une cinquantaine de participants en novembre 2006, sur la base des candidats aux élections CCIJP. À l'issue de ce temps fort, des moyens pour informer et syndicaliser étaient prévus, mais n'ont pas vu le jour. Le magazine *Profession journaliste* (promis aux écoles de journalisme comme élément d'information des futurs journalistes) a dû être arrêté en janvier 2008, faute de moyens financiers. De même, des journées d'études sur les conditions de travail n'ont pu avoir lieu.

La permanence ouverte en janvier 2006 à l'occasion des élections CCIJP a pris fin l'été suivant, malgré la difficulté à contacter des journalistes dispersés entre syndicats nationaux et syndicats territoriaux S3C, le conseil syndical a continué à faire vivre l'USJ.

## Sarkozy, "copain" des patrons de presse...

L'élection de Nicolas Sarkozy a constitué un événement marquant pour le pays. Dans la presse, sa proximité avec les patrons des grands groupes (Bouygues, Lagardère, Bolloré, Pinault, Arnaud) nous a inquiétés dès son élection. L'USJ a été l'instigatrice d'une tribune dans *Le Monde* avec le SNJ et le SNJ-CGT, donnant une impulsion certaine au redémarrage de l'Intersyndicale avec FO, la CFTC et la CGC. Des prémisses avaient été manifestées par le travail de jeunes militants des différents syndicats. Cette unité d'action est arrivée utilement, alors même que se déroulaient les négociations sur le statut des pigistes, qu'une commission "informelle" se mettait en place entre syndicalistes et patrons sur les droits d'auteur sous l'égide de la Scam, et

qu'avaient lieu les grèves sur les ventes-rachats de *La Tribune* et des *Échos*. Elle s'est aussi traduite dans un travail de fond (grandement conduit par l'USJ CFDT) en matière de formation (critères de reconnaissance des écoles, remise à plat des cursus, accessibilité aux formations...), sans une grande implication patronale...

suite →

Le séminaire de novembre 2006





Les journalistes CFDT au coude à coude avec les autres militants de l'Intersyndicale

2007 a aussi été marquée par un durcissement des patrons, confortés par l'exercice du pouvoir civil de leur ami Nicolas : blocage salarial, mise en cause des accords RTT (*La République du Centre*, *Le Courrier picard*), blocage de la négociation "pigistes", tout cela sur un fond de restructuration de la presse régionale en cinq pôles principaux, et de la poursuite de la mise en place du groupe Ebra.

### Marque et média global

La concentration de la presse écrite (cf. années 1960), mais aussi la multimédiation incluant radio, télévision et Internet, ont été confortées. La notion de marque et de plate-forme (le global média) ont vu le jour, y compris dans le groupe *Le Monde*, avec des conséquences pour le contrat de travail. S'est accrue aussi, dans le privé comme dans le public (radio-télévision), la polyvalence des journalistes.

Dans le même temps, des attaques ont été portées au service public de radio-télé (publicité, nomination des PDG de Radio France et France Télévisions, contrôle de RFI, France 24 et audiovisuel extérieur...).

En novembre 2008, ces tensions se sont focalisées lors des États généraux de la presse écrite, dont le président de la République avait donné les conclusions dès leur lancement. De fait, les soucis déontologiques de la profession ont été abordés (en écho au travail des Entretiens de l'information et des Assises du journalisme,

auxquels l'USJ CFDT a notablement contribué).

### Le droit d'auteur cassé par le gouvernement

Mais les mesures gouvernementales ne vont pas en faveur des salariés et se traduisent législativement par une réduction du droit d'auteur, et, à un terme plus ou moins court, de la clause de cession jugée depuis longtemps "dérogatoire" au droit commun par les patrons, notamment de la presse magazine et spécialisée. Dans le cadre de la télévision publique, cette volonté gouvernementale de casser les droits s'illustre par la remise en cause des conventions collectives.

Avec bonheur, nous avons apprécié comment la CFDT dans son ensemble (F3C et confédération) a pris en compte l'importance des États généraux de la presse, et comment elle s'est associée à la réflexion (démarche à l'Élysée, débat au conseil fédéral, articles dans le magazine *En toutes lettres*...).

### Présence sur le terrain

Au terme d'un descriptif sommaire, on peut bien sûr retenir les difficultés (notamment en interne) qui ont affecté la vie de l'USJ. Elles ont indéniablement affaibli la lisibilité et la visibilité de la CFDT au sein des journalistes en particulier, et de la presse en général.

Elles n'ont pas permis d'optimiser la réalité de notre présence, parfois majoritaire sur le

terrain. Notre influence au plan national en a été assurément limitée, malgré les efforts déployés tout azimuts (y compris à la CCIJP et en commission arbitrale). Les membres du conseil syndical, comme les militants sur le terrain, ont cependant tenu le coup. Mais ils semblent arrivés au bout de leur résistance, après 25 ans d'incompréhension interne.

### Une nouvelle approche fédérale porteuse d'avenir

Heureusement, il faut noter depuis fin novembre 2008, des signes notables de bonne intention.

La F3C (Communication-conseil-culture) CFDT entend porter avec les journalistes une action de fond pour une refondation du syndicalisme CFDT au sein des journalistes confédérés au coude à coude avec d'autres professions de la presse.

Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Jean-François Cullafro



Directrice de la publication

**Anousheh Karvar**

Directeur du supplément

**Hervé Morland**

Rédacteur en chef

**Jean-François Cullafro**

Conception / mise en page

**Griotte création**

impression

**INCKÔO, Paris 17ème**

Rédaction

**Union syndicale des journalistes Cfdt**

47-49, av. Simon Bolivar - 75950 Paris Cedex 19

Tél. 01 56 41 54 00 - [www.journalistes-cfdt.fr](http://www.journalistes-cfdt.fr)

courriel : [joualistes@f3c.cfdt.fr](mailto:joualistes@f3c.cfdt.fr)

ISSN 1779-1286 - CPPAP n° 1112 S 06 265

## Formation initiale et permanente : des droits à faire vivre



La formation doit répondre aujourd'hui à deux défis : prendre en compte les évolutions de la presse et la crise qu'elle traverse et mettre en place cette diversité sociale et culturelle qui fait défaut aux Écoles de journalisme.

Les journalistes CFDT sont présents dans les 12 établissements que reconnaît la profession depuis 1956. Leur rôle est essentiel : veiller à la qualité des contenus pédagogiques, proposer aux côtés des enseignants des solutions pour mieux adapter les enseignements aux réalités du monde de l'entreprise tout en ne cédant pas à la tentation de privilégier la technicité en oubliant les fondamentaux du métier (recherche de la vérité, explication et contextualisation, réflexion permanente à partir de l'éthique sur ses pratiques professionnelles, en d'autres termes cultiver toujours le doute y compris envers soi).

Auditionnée par la Commission Frappat lors des Etats Généraux de la presse écrite, j'ai fait au nom de la CFDT plusieurs propositions :

1. L'obligation pour les employeurs de faire suivre un cursus minima de formation

à tout jeune embauché, qui ne sortirait pas d'un centre reconnu en liant s'il le faut avantages sociaux et fiscaux à cette obligation.

2. Favoriser l'accès et la diversité sociale des candidats par des coûts de formation réduits et créer un vrai service public de l'éducation en y faisant entrer les écoles privées reconnues par la profession.

3. Faciliter la formation permanente pour les publics les plus fragiles : pigistes, demandeurs d'emploi...

4. Mettre en place un observatoire de la profession et de la presse dont la mission sera la recherche et le discernement des évolutions, au regard des principes qui régissent ce champ, notamment le pluralisme, garant de la démocratie.

Se former au long de sa vie est un droit donné aux salariés. Les patrons doivent comprendre que mieux un journaliste est formé, meilleur est son travail.

L'USJ-CFDT y veillera.

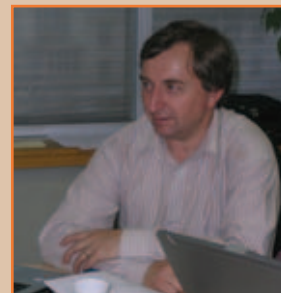
**Jacqueline Papet**

*Vice présidente de la Commission paritaire nationale de l'emploi des journalistes*

## Pigistes : une lutte obstinée

Depuis la loi Cressard en 1974, les droits des pigistes étaient restés lettre morte, avec l'obstruction massive des patrons. La loi sur le droit et le congé individuel formation et son application à la presse écrite, a permis à la CFDT de réinsister sur une préoccupation constante. D'où une négociation sur les droits des pigistes : droit à la formation et conditions d'emploi. Il aura fallu trois ans pour vaincre les résistances patronales et signer intersyndicalement l'accord sur la formation. Dans la foulée, début novembre 2008, l'USJ CFDT a accepté de signer un constat d'étape sur l'emploi des journalistes pigistes. La CFTC et la CGC ont suivi, et ainsi le droit de vote dans les entreprises, l'indemnisation des congés maladie et maternité ont été clarifiés. Ce n'est qu'une étape qui nécessite une pression la plus unitaire pour aller plus loin, et notamment avancer sur le terrain de la fin de contrat à durée indéterminée et l'ouverture des droits au chômage.

## Les journalistes sont concernés



**JFC:** *Hervé Morland, tu es secrétaire général de la F3C CFDT. Tu présideras le prochain congrès fédéral, quels sont les enjeux ?*

**HM:** Réunis au Palais des congrès de Strasbourg, 300 à 400 délégués débattront de deux propositions pour l'avenir. Tout d'abord, le développement de la syndicalisation. Aujourd'hui, La F3C réunit 40 000 adhérents pour un secteur de 2 millions de salariés, nous avons une marge de progrès importante. Nous devons aussi réussir le renouvellement générationnel, puisque des militants qui ont formé l'ossature de l'organisation vont prendre leur retraite.

**JFC:** *Être offensif pour imaginer l'avenir, c'est le slogan de ce congrès. Cela veut dire quoi ?*

**HM:** Durant ces quatre années passées, nous avons fait la démonstration que la fusion de la Ftilac et de la Fédération postes-télécoms était pertinente. Qu'il s'agisse de la question de l'info et des contenus comme des groupes médiatiques et des tuyaux. Dans ce cadre, il faut que les militants et responsables consacrent plus de temps à leur syndicat et aux structures interprofessionnelles (unions locales, UD CFDT...). Cela ne peut qu'enrichir l'action dans l'entreprise.

**JFC:** *En quoi les journalistes sont concernés ?*

**HM:** La prise en charge des questions spécifiques des journalistes, les droits d'auteur par exemple, comme la syndicalisation, ont tout à gagner d'une prise en charge fédérale. Le repli sur soi n'est pas bon. S'ouvrir, partager, unir nos forces, c'est la force du syndicalisme. Agir ensemble pour mieux gagner !

*Propos recueillis par Jean-François Cullaforo*

le groupe de protection sociale  
de l'audiovisuel,  
de la communication,  
de la presse  
et du spectacle



À vos côtés  
tout au long  
de votre vie

santé, retraite,  
prévoyance, épargne, 1% logement

Pour en savoir plus : **0811 65 50 50\***